

PATENT ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1
 Stylesheet Version v1.2

EPAS ID: PAT4384004

SUBMISSION TYPE:	CORRECTIVE ASSIGNMENT	
NATURE OF CONVEYANCE:	Corrective Assignment to correct the ASSIGNEE NAME previously recorded on Reel 040677 Frame 0984. Assignor(s) hereby confirms the CEFALY TECHNOLOGY SHOULD BE CHANGED TO CEFALY TECHNOLOGY SPRL. THE ATTACHED DOCUMENT SHOWS CEFALY TECHNOLOGY IS AN SPRL..	
RESUBMIT DOCUMENT ID:	504177684	
CONVEYING PARTY DATA		
	Name	Execution Date
	CEFALY TECHNOLOGY SPRL	05/27/2016
RECEIVING PARTY DATA		
Name:	CEFALY TECHNOLOGY SPRL	
Street Address:	RUE LOUIS PLESCIA, 34	
City:	SERAING	
State/Country:	BELGIUM	
Postal Code:	4102	
PROPERTY NUMBERS Total: 3		
	Property Type	Number
	Patent Number:	8914123
	Patent Number:	8702584
	Patent Number:	8805548
CORRESPONDENCE DATA		
Fax Number:	(561)962-2101	
	<i>Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent using a fax number, if provided; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.</i>	
Phone:	5619622100	
Email:	gpochocki@duanemorris.com	
Correspondent Name:	DUANE MORRIS LLP	
Address Line 1:	5100 TOWN CENTER CIRCLE	
Address Line 2:	SUITE 650	
Address Line 4:	BOCA RATON, FLORIDA 33486	
ATTORNEY DOCKET NUMBER:	F9057-2 REC01085 (LUDPIC)	
NAME OF SUBMITTER:	GREGORY M. LEFKOWITZ	
SIGNATURE:	/Gregory M. Lefkowitz/	
DATE SIGNED:	04/25/2017	

Total Attachments: 8

source=F9057-2#page1.tif

source=F9057-2#page2.tif

source=F9057-2#page3.tif

source=F9057-2#page4.tif

source=F9057-2#page5.tif

source=F9057-2#page6.tif

source=F9057-2#page7.tif

source=F9057-2#page8.tif

PATENT ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1
 Stylesheet Version v1.2

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT
NATURE OF CONVEYANCE:	CHANGE OF NAME
CONVEYING PARTY DATA	
Name	Execution Date
CEFALY TECHNOLOGY	05/27/2016
RECEIVING PARTY DATA	
Name:	CEFALY TECHNOLOGY SPRL
Street Address:	RUE LOUIS PLESCIA, 34
City:	SERAING
State/Country:	BELGIUM
Postal Code:	4102
PROPERTY NUMBERS Total: 3	
Property Type	Number
Patent Number:	8914123
Patent Number:	8805548
Patent Number:	8702584
CORRESPONDENCE DATA	
Fax Number:	(561)962-2101
Phone:	561-962-2100
Email:	gpochocki@duanemorris.com
<i>Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent using a fax number, if provided; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.</i>	
Correspondent Name:	DUANE MORRIS LLP
Address Line 1:	5100 TOWN CENTER CIRCLE
Address Line 2:	SUITE 650
Address Line 4:	BOCA RATON, FLORIDA 33486
ATTORNEY DOCKET NUMBER:	F9057-2 REC01085 (LUDPIC)
NAME OF SUBMITTER:	GREGORY M. LEFKOWITZ
Signature:	/GREGORY M. LEFKOWITZ/
Date:	11/18/2016

Total Attachments: 6

source=F9057-00002#page1.tif
source=F9057-00002#page2.tif
source=F9057-00002#page3.tif
source=F9057-00002#page4.tif
source=F9057-00002#page5.tif
source=F9057-00002#page6.tif

RECEIPT INFORMATION

EPAS ID: PAT4150017
Receipt Date: 11/18/2016



Violet B

**Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**

MOD WORD 11.1



16077004



27 MAI 2016

Greffe



N° d'entreprise : 0870.578.661

Dénomination

(en entier) : **CEFALY Technology**

(en abrégé) :

Forme juridique : **Société privée à responsabilité limitée**

SPRL

Siège : Zoning Industriel des Hauts Sarts, 4^{ème} Avenue, 5 à 4040 Herstal
(adresse complète)

Objet(s) de l'acte : TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL - MODIFICATIONS STATUTAIRES

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la société privée à responsabilité limitée "CEFALY Technology", ayant son siège social Zoning Industriel des Hauts Sarts, 4^{ème} Avenue, 5 à 4040 Herstal, dont le procès-verbal a été dressé par le Notaire GERMAY, à Liège, en date du 25 mai 2016, en cours d'enregistrement à Liège I, que ladite assemblée a pris les résolutions suivantes, toutes à l'unanimité :

PREMIERE RESOLUTION : Transfert du siège social

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société à 4102 Seraing, rue Louis Plescia, 34.

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée décide de remplacer le texte de l'article 2 des statuts par le texte suivant

« ARTICLE 2.- SIEGE SOCIAL :

Le siège social est établi à 4102 Seraing, rue Louis Plescia, 34.

Le siège social pourra être transféré en tout endroit de la région de langue française de Belgique ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale par simple décision du gérant.

Tout changement du siège social sera publié aux annexes du Moniteur Belge. La société peut établir en Belgique ou à l'étranger des bureaux, agences, dépôts, succursales ou sièges administratifs et de ventes. »

DEUXIEME RESOLUTION : Modification du texte de l'article 6 des statuts

L'assemblée décide de supprimer le texte de l'article 6 des statuts pour le remplacer par le texte suivant :

« ARTICLE 6.- CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de DEUX CENT MILLE euros (200.000,00 €) représenté par mille (1.000) parts sociales, sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une fraction équivalente du capital social, numérotée de un (1) à mille (1.000), conférant les mêmes droits et avantages sous réserves des articles 10 à 12 des statuts.

Les mille (1.000) parts sociales sont réparties en deux catégories A et B, de la manière suivante :

- les neuf cent quatre-vingt-cinq (985) parts sociales numérotées un (1) à cinq cent nonante et un (591) et six cent un (601) à neuf cent nonante quatre (994), dites parts sociales de « catégorie A » ;
- les quinze (15) parts sociales numérotées cinq cent nonante deux (592) à six cent (600) et neuf cent nonante cinq (995) à mille (1000), dites parts sociales de « catégorie B ».

TROISIEME RESOLUTION : Adoption des nouveaux articles 9, 10, 11 et 12

L'assemblée décide d'introduire dans les statuts les nouveaux articles 9, 10, 11 et 12 dont le texte est le suivant :

« ARTICLE 9.- TRANSFERT DES PARTS

Dans le cadre des articles 9 à 12, « Transfert » ou « Transférer » signifie toute opération entraînant un transfert de propriété ou le démembrement de parts sociales, à titre onéreux ou gratuit, entre vifs ou pour cause de mort, pour quelque cause que ce soit et qu'elle qu'en soit la forme juridique (en ce compris la vente, la

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 06/06/2016 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du **Violet B** : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers
Au verso : Nom et signature

PATENT

REEL: 042114 FRAME: 0784

donation, l'apport en nature, la fusion, la scission ou une forme combinée de ces modes de transferts de propriété).

Les parts sociales ne peuvent être Transférées à d'autres personnes, que moyennant l'agrément des associés représentant les quatre/cinquièmes des parts, celles à Transférer n'étant comptées ni dans la majorité, ni dans le total sur lequel les quatre/cinquièmes sont calculés.

Toute demande d'agrément devra être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à la société.

Les associés sont tenus de se prononcer sur l'agrément endéans les trente jours de la demande, sauf cas de force majeure. A défaut de s'être prononcés dans le délai préindiqué, ils seront censés avoir refusé leur agrément.

Le refus d'agrément d'un Transfert entre vifs ne donnera lieu à aucun recours. L'associé auquel l'autorisation de Transférer aura été refusée, ne pourra exiger ni le rachat de ses parts, ni demander la dissolution de la société, sauf dans le cas particulier de l'héritier ou légataire qui ne devient pas associé de plein droit (article 252 du code des sociétés).

ARTICLE 10.- DROIT DE PRÉEMPTION

Sans préjudice de l'article 9, tout détenteur de parts sociales de catégorie B qui décide de Transférer tout ou partie de ses parts sociales à un tiers doit, en toutes circonstances, notifier son intention aux détenteurs de parts sociales de catégorie A. Cette notification, faite par lettre recommandée avec accusé de réception, mentionne l'identité complète du candidat cessionnaire, ainsi que le prix d'achat proposé par celui-ci et les autres conditions (notamment les délais et conditions suspensives) du Transfert envisagé.

Les détenteurs de parts sociales de catégorie A disposent d'un droit de préemption sur les parts sociales dont le Transfert est proposé durant une période de trente jours, prenant cours le jour de la réception de la notification. Si plusieurs détenteurs de parts sociales de catégorie A entendent exercer le droit de préemption, celui-ci s'exerce en proportion des parts sociales détenues par chacun d'eux.

L'exercice du droit de préemption par les détenteurs de parts sociales de catégorie A sera notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au cédant dans le délai visé au paragraphe précédent. A défaut de notification de l'exercice du droit de préemption par l'un des détenteurs de parts sociales de catégorie A endéans le délai imparti, le cédant pourra librement Transférer ses parts sociales au candidat cessionnaire.

Le prix d'exercice du droit de préemption devra être égal au prix offert par le candidat cessionnaire pour autant que cette offre soit considérée comme une valeur de marché eu égard à la situation financière et aux résultats de la société.

En cas de désaccord entre le cédant et les détenteurs de parts sociales de catégorie A exerçant leur droit de préemption sur le prix d'achat proposé, le prix sera déterminé par un expert indépendant désigné de commun accord ou, à défaut, par le tribunal compétent à la requête de la partie la plus diligente.

Le prix devra être payé dans les quinze jours de sa fixation, conformément aux dispositions qui précèdent et moyennant inscription du Transfert dans le registre des parts sociales de la société.

Tout Transfert qui serait effectué sans avoir respecté les formalités énoncées au présent article sera considéré comme nul.

ARTICLE 11.- DROIT DE SUITE

En cas de Transfert à un tiers non associé par un ou plusieurs détenteur(s) de parts sociales de catégorie A de la majorité des parts sociales de catégorie A, le ou les cédant(s) s'engage(nt) (en cas de demande par un ou plusieurs détenteur(s) de parts sociales de catégorie B) à ce que le ou les candidat(s) cessionnaire(s) étende(nt) son (leur) offre, aux mêmes conditions, à toutes les parts sociales détenues par le ou les détenteur(s) de parts sociales de catégorie B concerné(s).

Le ou les cédant(s) s'engage(nt) à notifier l'offre proposée par le ou les candidat(s) acquéreur(s) par lettre recommandée avec accusé de réception au(x) détenteur(s) de parts sociales de catégorie B.

Dans les quinze jours de la notification faite conformément au paragraphe précédent, le ou les détenteur(s) de parts sociales de catégorie B qui le souhaite(nt) pourra (pourront) exercer son (leur) droit de suite en notifiant par lettre recommandée avec accusé de réception sa (leur) volonté au cédant, et en indiquant le nombre de parts sociales qu'il(s) souhaite(nt) Transférer. L'absence de notification dans le délai imparti vaut renonciation au droit de suite.

Tout Transfert qui serait effectué sans avoir respecté les formalités énoncées au présent article sera considéré comme nul.

ARTICLE 12.- OBLIGATION DE SUITE

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs détenteur(s) de parts sociales de catégorie A décide(nt) de Transférer à un tiers non associé la majorité des parts sociales de catégorie A à un ou plusieurs candidat(s) acquéreur(s), dans la mesure où ce ou ces candidat(s) cessionnaire(s) a (ont) exprimé la (leur) volonté d'acquérir également tout ou partie des parts sociales des détenteurs de parts sociales de catégorie B, ces derniers s'engagent à Transférer tout ou partie de leurs parts sociales au(x) candidat(s) cessionnaire(s) aux mêmes conditions que celles qui s'appliquent au(x) détenteur(s) de parts sociales de catégorie A vis-à-vis du ou des candidat(s) cessionnaire(s) (notamment, mais non limitativement, la valorisation des parts sociales).

Le ou les détenteur(s) qui désire(nt) mettre en œuvre l'obligation de suite telle que visée au présent article doit (doivent) le notifier par lettre recommandée avec accusé de réception au(x) détenteur(s) de parts sociales de catégorie B. »

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée décide de renuméroter corrélativement les articles subséquents.

Réservé
au
Moniteur
belge



Volet B - Suite

QUATRIEME RESOLUTION : Pouvoirs donnés à la gérance

L'assemblée donne tous pouvoirs à la gérance pour l'exécution des résolutions qui précèdent. Et le gérant donne pouvoirs au Notaire soussigné de déposer et signer toutes pièces au Tribunal de Commerce compétent pour la publication au Moniteur Belge.

Pour extrait analytique conforme,
Pierre GERMAI, Notaire à Liège.

Déposé(s) en même temps :

- une expédition conforme du procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 25/05/2016,
- un exemplaire des statuts coordonnés.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 06/06/2016 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers
Au verso : Nom et signature

PATENT

REEL: 042114 FRAME: 0786

0870.578.661

CEFALY Technology

Private limited liability company
Zoning Industriel des Hauts Sarts, 4th Avenue, 5 in 4040 Herstal

Société privée à responsabilité limitée (SPRL)

Subject of the act: TRANSFER OF HEAD OFFICE - STATUTORY CHANGES

It results from the extraordinary general meeting of the private limited company "CEFALY Technology", having its head office at Zoning Industriel des Hauts Sarts, 4th Avenue, 5 in 4040 Herstal, whose minutes were drawn up by Notary GERMAY, in Liège, May 25, 2016, being recorded in Liège I, that said meeting took the following resolutions, all unanimously:

FIRST RESOLUTION: Transfer of head office

The meeting decided to transfer the head office of the company to 4102 Seraing, Louis Plescia Street, 34.

As a result of the above, the meeting resolves to replace the text of Article 2 of the Statutes by the following

« ARTICLE 2. - HEAD OFFICE

The head office is established at 4102 Seraing, Louis Plescia Street, 34.

The head office may be transferred to any place the French-speaking region of Belgium or the bilingual Brussels region by decision of the manager.

Any change of headquarters will be published in the Annexes of the Belgian Official Gazette. The company may establish in Belgium or abroad offices, agencies, deposits, offices or administrative offices and sales".

SECOND RESOLUTION: modification of the text of Article 6 of the Statutes

The meeting decided to delete the text of Article 6 of the Statutes to replace it by the following:

«ARTICLE 6. - CAPITAL

The share capital is fixed at TWO HUNDRED THOUSAND euros (€ 200.000,00) represented by one thousand (1.000) shares, without par value, each representing an equivalent share capital, numbered from one (1) to thousand (1.000), conferring the same rights and benefits under reserves of Articles 10 to 12 of the statutes.

The one thousand (1.000) shares are divided into two categories A and B, as follows:

- the nine hundred eighty-five (985) shares numbered one (1) to five hundred and ninety-one (591) and six hundred (601) to nine hundred ninety four (994), said shares of "Class A";

-the fifteen (15) shares numbered five hundred and ninety two (592) to six hundred (600) and nine hundred ninety five (995) thousand (1000), said shares of "Class B"."

THIRD RESOLUTION: Adoption of new Articles 9, 10, 11 and 12

The meeting decided to introduce new articles 9, 10, 11 and 12 in the Statutes, which read as follows:

«ARTICLE 9. - TRANSFER OF SHARES

In the context of Articles 9 to 12, "Transfer" or "Transferring" means any transaction resulting in a transfer of ownership or the dismemberment of shares, with or without charge, between living persons or because of death, for any reason be and whatever the legal form (including sale, donation, contribution in kind, merger, demerger or a combined form of these modes of transfer of ownership).

The shares may not be transferred to others, only with the approval of shareholders representing the four/fifths of shares, those to be transferred not being counted either in the majority or in the total upon which the four/fifths are calculated.

An application for approval must be sent by registered letter with acknowledgment of receipt to the company.

Associates are expected to decide on approval within thirty days of the request, except in cases of force majeure. Failing to have spoken in the pre-specified time, they will be expected to have refused their consent.

The refusal of approval of a transfer between living persons will not result in any appeal. The associate which permission to transfer has been denied, may not require the redemption of his shares nor seek the dissolution of the company, except in the special case of the heir or legatee who does not become automatically associated (Article 252 of the company code).

ARTICLE 10. - PRE-EMPTIVE RIGHT

Without prejudice to Article 9, any holder of shares of Class B who decides to transfer all or part of his shares to a third party must, in all circumstances, give notice to the holders of shares of class A. The notification made by registered letter with acknowledgment of receipt mentions the full identity of the transferee candidate, as well as the purchase price proposed by him and other conditions (including time and conditions precedent) of the proposed transfer.

Holders of Class A shares have a right of first refusal on the shares whose transfer is proposed for a period of thirty days, starting on the day of receipt of the notification. If several holders of shares of Class A intend to exercise the right of first refusal, it is exercised in proportion to the shares held by each of them.

The exercise of the right of first refusal by the holders of shares of Class A will be notified by registered letter with acknowledgment of receipt to the transferor within the period specified in the preceding paragraph. Failing notification of the exercise of the right of first refusal by one of the holders of shares of Class A within the prescribed period, the transferor may freely transfer its shares to the transferee candidate.

The exercise price of the right of first refusal shall be equal to the price offered by the proposed transferee provided that such offer is considered a market value in regard to the financial position and results of the company.

In case of disagreement between the transferor and the holders of Class A shares exercising their right of first refusal on the purchase price includes the price will be determined by an independent expert appointed by agreement or, failing that, by the court are incumbent at the request of either party.

The price must be paid within fifteen days of its determination, in accordance with the foregoing provisions and upon registration of the transfer in the register of shares of social society.

Any transfer would be carried out without observing the formalities prescribed under this section shall be void.

ARTICLE 11. - DRAG-ALONG RIGHT

In case of transfer to a non-associated third party by one or more holder(s) of shares of Class A of the majority of shares of class A, or the transferor(s) agree(s) (if request by one or more holder(s) of shares of class B) that the candidate(s) transferee(s) extend(s) under the same conditions its (their) offer to all shares held by the holder(s) of class B shares concerned.

The transferor(s) agree (s) to notify the offer proposed by the candidate(s) recipient (s) by registered letter with acknowledgment of receipt at the holder(s) of shares of category B.

Within fifteen days of the notification made in accordance with the paragraph above, the holder(s) of shares of Class B who wish(es) can exercise its (their) resale right by notifying by registered letter with acknowledgment of receipt its (their) willingness to the assignor and indicating the number of shares he wish(es) to transfer. The lack of notification within the time limit waives the resale right.

Any transfer carried out without observing the formalities set out in this Article shall be considered null and void.

ARTICLE 12. - DRAG-ALONG OBLIGATION

In the event that one or more holder(s) of shares of class A decide(s) to transfer to an unrelated third party a majority of shares of class A to one or more candidate(s) acquirer(s) insofar as this or these candidate transferee (s) has (have) expressed his (their) wish to also acquire all or part of the shares from holders of shares of Class B, the latter undertake to transfer all or part of their shares to the candidate transferee(s) at the same conditions as those applicable to the holder(s) of shares of Class A vis-a-vis the applicant transferee(s) (including but not limited to, the valuation of the shares).

The holder(s) willing to implement the drag-along obligation as referred to in this section is (are) obliged to notify this by registered letter with acknowledgment of receipt to the holder(s) of shares of Class B."

As a result of the above, the Meeting decided to renumber subsequent articles correspondingly.

FOURTH RESOLUTION: Powers given to the management

The meeting gives full powers to the management for the implementation of the preceding resolutions.

And the Manager empowers the undersigned Notary to file and sign all documents to the Commercial Court that are incumbent for publication in the Belgian Official Gazette.

For analytical true extract,
Pierre GERMAY, Notary in Liège.
Filed at the same time

- a true copy of the Minutes of Extraordinary General Meeting of 25/05/2016
- a copy of the articles of association